

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le < voir date
d'approbation>

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2024

Contexte et constats

Publié sur 

Les Sablières des Hauts-de-France

11 boulevard des Alliés
59148 Flines-Lez-Raches

Références : 2024_V3_304
Code AIOT : 0007000035

1) Contexte

L'Unité départementale du HAINAUT effectue une campagne de contrôles inopinés des conditions de réceptions des déchets inertes sur les carrières de son territoire. Plusieurs prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 12/12/2014 sont examinées dans ce cadre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Les Sablières des Hauts-de-France
- Le Bois de Flines 59148 Flines-lez-Raches
- Code AIOT : 0007000035
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dans le cadre de l'exploitation de la carrière de Flines-lez-râches, la société Carrière DHAINAUT est autorisée par arrêté préfectoral du 06/07/2009 à remblayer l'excavation avec des déchets inertes externes et notamment des terres excavées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle visuel des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
2	Provenance et prise en charge des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
3	Acceptation des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions 3, 5 et 7 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

L'exploitant prévoit l'utilisation d'un générateur d'aérosol permettant de vérifier la présence de HAP dans les déchets d'enrobés bitumineux, en conséquence l'inspection rappelle que ce dispositif doit être utilisé par les opérateurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle visuel des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets inertes
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté des bordereaux d'acceptation préalables, systématiquement demandés au transporteur pour vérifier l'origine des déchets. Les procédures de l'exploitant prévoient le déroulement suivant : À leur arrivée sur le site, les transporteurs se présentent à l'agent d'accueil au pont-bascule. Ce dernier vérifie que le chargement provient bien d'un chantier ayant fait l'objet d'une demande d'acceptation préalable. En cas de doute sur l'origine du chantier, l'agent d'accueil refuse le chargement. Après cette vérification administrative, un premier contrôle visuel est effectué au niveau du pont-bascule, équipé de caméras permettant de visualiser l'ensemble de la benne. À l'issue de ce premier contrôle, l'agent de bascule indique au chauffeur la localisation de la zone de déchargement. L'exploitant a mis en place une signalétique sur le site pour faciliter l'orientation des chauffeurs et fournit également un plan. Lors du déchargement de la benne, un contrôle visuel et olfactif est réalisé par les agents de la carrière. Si nécessaire, un dispositif de test (générateur d'aérosol de type Pak-marker) est effectué par l'agent au point de déchargement. En cas de non-conformité, le contenu est rechargé dans le camion et les déchets sont repris par le transporteur. Le chargement est alors inscrit dans le registre des refus. Les agents ont reçu une formation, et un mode opératoire avec photographies a été élaboré par l'exploitant afin d'aider les agents à identifier les déchets devant être refusés. Enfin la définition d'un déchet inerte ainsi que les déchets acceptables dans la carrière sont indiqués dans une procédure présente sur le bureau de l'agent. L'inspection constate lors de sa visite que les déchargements de déchets sont pratiqués tel que prévus par la procédure de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Provenance et prise en charge des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle du producteur des déchets
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un bon d'acceptation préalable, sur lequel l'ensemble des renseignements administratifs prescrits étaient dûment complétés. Toutes les informations sont saisies dans une base de données informatiques, reliée au pont-basculé. L'agent présent lors de l'inspection indique que la demande d'acceptation préalable est faite auprès du service commercial, puis le chantier est créé dans la base de données. Les agents d'exploitation vérifient ensuite que les bordereaux de livraison correspondent bien à une demande d'acceptation préalable. L'agent saisit informatiquement le code déchet, l'immatriculation et le tonnage de chaque camion, informations qui sont associées à une demande d'acceptation préalable. Lors de la saisie par l'agent d'exploitation dans le registre informatique, le code déchet, le tonnage et la plaque d'immatriculation du camion sont renseignés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Acceptation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation des déchets
Prescription contrôlée : [...] Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
Constats : L'agent présent lors de l'inspection indique que, lors de la demande d'acceptation préalable, le service commercial demande l'ensemble des justificatifs concernant le caractère inerte des déchets. Le service commercial centralise les résultats d'analyse pour les déchets relevant de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. L'identification des coordonnées GPS du chantier permet à l'exploitant, au stade de la demande d'acceptation préalable, de vérifier que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés. Les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement font l'objet d'un test (à l'aide d'un générateur d'aérosol dénommé PAK MARKER) pour détecter les HAP. De plus, l'exploitant dispose bien d'un document qui, pour chaque client, assure que les déchets respectent les limites des paramètres définis en annexe II. L'inspection constate que le déchargement de déchets est bien réalisé tel que prévu à l'exception du fait suivant : -le générateur d'aérosol (le PAK MARKER) permettant de détecter le goudron était située à l'accueil. Les conducteurs d'engins n'étaient pas munis de ce générateur d'aérosol lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite